

Etats Généraux de la Psychanalyse

Rio de Janeiro 30/10-2/11 2003

De Cuba à Manille

L'homme nouveau n'est jamais arrivé

« Les chefs rouspétaient contre les retardataires et on s'en allait en attaques. La règle numéro un c'était de tuer. La règle numéro deux, il n'y en avait pas. C'était une organisation sans complications »

cité par Jean Hatzfeld in *Une saison de machettes*

Permettez-moi d'abord de remercier publiquement et chaleureusement les organisateurs de ce rassemblement, deuxième du nom : Carlos Castellar, Chaim Katz, Eduardo Lociser, Joel Birman, Miguel Calmon et Suelena Werneck Pereira. Vous accepterez tous, je pense, que j'ajoute à cette **liste** le nom d'Helena Besserman Vianna pour lui rendre un hommage tout à la fois solennel et personnel puisque je lui dois, à elle et à

quelques autres, notamment Teresa Pinheiro, Caty Koltai de São Paulo et Joel Birman, d'avoir guidé mes premiers pas dans l'univers brésilien. Je veux aussi remercier ces mêmes organisateurs de l'honneur qu'ils m'ont fait en m'invitant ainsi à participer à cette session d'ouverture des Etats Généraux de Rio de Janeiro. A dire le vrai, je ne sais pas bien ce qui me vaut un tel honneur, mais c'est une raison supplémentaire pour m'efforcer de l'assumer en précisant que les quelques idées que je vais essayer de formuler le seront en mon nom, en aucun cas au titre de je ne sais quel comité ou groupe plus ou moins anonyme, occulte ou clandestin.

D'abord rappeler ce que sont à mon sens les Etats Généraux en commençant par préciser ce qu'ils ne sont pas. Il en va là, je le sais, de choses qui ont été dites et répétées mais peut être cela ne l'est-il jamais assez à en juger par les réticences des uns ou des autres, ici ou là.

Les Etats Généraux, ceux de Paris comme ceux de Rio n'ont jamais eu vocation à s'imixer dans les affaires intérieures des Associations, Sociétés ou Ecoles de psychanalyse, qu'il s'agisse du mode de fonctionnement de ces diverses institutions ou de la manière dont elles abordent ces questions fondamentales pour la psychanalyse que sont la formation des analystes,

l'enseignement et la transmission de la psychanalyse. Certes, les Etats généraux ont à débattre de ces questions et d'autres aussi bien, mais ils n'ont pas pour mission de légiférer en la matière, en cela qu'ils ne sont ni le Congrès d'une Internationale, ni l'assemblée générale d'une quelconque institution officielle de psychanalyse.

Les Etats généraux sont d'abord un espace temporel et géographique, un espace ponctuel, momentané dans le cadre duquel, en principe, des psychanalystes de tous pays et de toutes orientations peuvent échanger leurs points de vue dans les registres théorique et clinique, leurs positions quant aux relations que la psychanalyse peut avoir avec ce que Lacan appelait les sciences affines. Internationales, multi ou pluridisciplinaires, ouvertes vers l'extérieur social, attentives à l'événement dans la <brutalité de son irruption, soucieuses du devenir de la psychanalyse, autant de caractéristiques qui donnent à ces rencontres leur sens fondamental, ce **sens politique** qui fut premier dans l'esprit de leur initiateur, René Major.

Les organisateurs de cette deuxième session des Etats Généraux me paraissent avoir été on ne peut plus fidèles à cet esprit en ne faisant pas mystère du caractère central qu'ils entendaient donner à ce sens politique. C'est d'abord comme cela qu'il y a lieu d'entendre, je crois, pour

s'en féliciter et les en remercier, l'invitation faite à ces personnalités que sont Messieurs Tarik Ali, Antonio Negri et Sérgio Paulo Rouanet de venir nous parler depuis leur champ de réflexion dont le moins que l'on puisse en dire est bien que la politique n'en est pas absente. Autre marque de cette insistance portée sur la dimension politique par ces Etats Généraux, marque explicite celle-là, le libellé du thème retenu : **Psychanalyser aujourd'hui (L'actualité de/dans la psychanalyse et l'analyse de l'actualité)** ; l'accent étant mis sur cette notion d'**actualité**, point de référence agissant sur la psychanalyse et susceptible en retour d'être éclairé par elle. Allant encore un peu plus avant, ce libellé précise que l'accent doit être porté, et c'est ce point que je veux brièvement commenter, sur, je cite, « ***la dimension politique contemporaine qui oriente les diverses façons d'être psychanalyste*** ». Formule remarquable qui appelle je crois quelques développements si l'on ne veut pas demeurer par trop dans l'ordre des généralités, voire de ce que l'on nomme en français la *langue de bois*.

Première remarque, constater que se trouve enchâssé dans cette phrase ce que les linguistes appellent un présupposé, sorte d'assertion silencieusement suggérée ; présupposé qui laisse entendre que quelle que soit la façon que l'on a d'être

analyste aujourd'hui, cette façon est orientée par la dimension politique, qu'elle n'échappe pas aux effets, effets à préciser, de cette dimension politique. Ce constat, cette affirmation, même demi dits, témoignent de ce qu'il n'y a pas d'étanchéité entre la psychanalyse, la réflexion théorique qu'elle implique et son exercice d'une part, et la dimension politique d'autre part. On ne saurait dire que la chose comme telle soit nouvelle même s'il est là question de politique **contemporaine** en relation avec l'insistance mise sur le terme d'**actualité** : les exemples en effet ne manquent pas dans l'histoire de cette interférence entre la politique et la psychanalyse, mais un tel constat, une telle reconnaissance de la part de psychanalystes, dans un tel cadre et avec autant de force constituent une sorte de ratification irréversible d'un mouvement amorcé il y a quelques trente années sous l'égide, il faut à nouveau le souligner, de René Major, si l'on veut bien se rappeler, entre autres choses, de certaines journées tenues dans le cadre du mouvement et de la revue **Confrontation** dont il fut le fondateur et l'animateur. Il n'est pas vraiment nécessaire, une fois soulignée cette importante nouveauté, de rappeler par le détail ce qu'il en fut auparavant de la sorte de cécité des analystes vis-à-vis de la dimension politique, ce qu'il en fut de cette attitude frileuse qu'ils baptisèrent non sans quelque abus

langagier et un curieux manque de réflexion, *neutralité*, comme si la dimension politique n'était pas première et à ce titre déterminante, prompte à assigner à chacun, sans le prévenir, quelque place dans son spectre, et cela de manière signifiante pour qui veut bien l'entendre et ne pas se cantonner à une factualité historiciste ou sociologiste ; bref nous savons tous que les analystes ont longtemps eu une prévention qui s'est révélée en certains cas très onéreuse, à l'égard de ce qu'ils appelaient alors une *politisation*, persuadés qu'ils étaient de l'existence d'une étanchéité entre le champ psychanalytique et le champ politique. Mais je laisse à présent cela de côté, qui relève de la nécessaire histoire de notre mouvement, histoire qui a déjà largement été entreprise mais qu'il faut poursuivre tant il en va de notre survie.

Je fais retour à présent à cette phrase pour en souligner les deux composantes essentielles et examiner à la hâte ce qu'elles impliquent. La dimension politique contemporaine d'une part, les diverses façons d'être psychanalyste d'autre part.

Je commence par la seconde, les diverses façons d'être psychanalyste. On peut, sachant qu'elles ne sont pas *mille e tre*, les énumérer, sans pour autant se contenter d'un tel catalogue : être psychanalyste en cabinet, en institution hospitalière ou assimilée, ce sont là

les deux premières formes qui s'imposent. Que la dimension politique intervienne dans le cadre de ces deux modalités de la pratique, ce n'est certainement pas douteux puisqu'il est là notamment question du statut et des règles que plus d'un Etat souhaite octroyer aux psychanalystes aux fins de réglementer leur existence ; de cela il sera question au cours de nos travaux, et de la confrontation de nos expériences de part et d'autre de l'Atlantique, on peut espérer quelques résultats. Etre ou demeurer psychanalyste au regard de nos associations ou écoles, c'est là un autre aspect de l'interférence entre psychanalyse et politique, un aspect qui est sans doute moins évident que le précédent : pour le dire d'un mot, je crois qu'il revient à Lacan, quelles qu'aient pu être les impasses qu'il rencontra par la suite, d'avoir inscrit dans l'ordre de la réflexion psychanalytique, d'avoir tenté de théoriser cette question dans le concret de l'acte de fondation de son *Ecole Freudienne de Paris*, faisant ainsi apparaître ce qu'il en était de l'impasse qui consistait à laisser croire, ou à croire que cette question n'était que purement administrative, voire organisationnelle, ne tenant aucun compte de la spécificité du lien social entre psychanalystes. C'est cette spécificité que Lacan a cherché à cerner pour lui donner une importance centrale en forgeant cette notion alors nouvelle de *transfert de*

travail, qui concerne au plus près les questions de la transmission et de la formation des analystes - à distinguer d'une formation psychanalytique – pour tenter de parer au devenir sclérosé d'une psychanalyse soumise au dictat d'une bureaucratie internationale. Là encore je ne peux développer sauf à pointer que cette dimension lacanienne de *transfert de travail* impliquait, implique toujours, une conception du gradus, bien différent de l'idée de grade, à même de subvertir, du moins était-ce là le projet, l'emprise de la hiérarchie et la soumission à cet *UN* sur lequel je vais revenir dans un instant, aussi bien que toute forme de mirage démocratique. Il y aurait lieu d'étendre la discussion sur ce point, de se souvenir par exemple que Lacan, empruntant le mot à Paul Valéry, parlait à propos des analystes d'un « peuple d'uniques » à classer dans ce genre qu'est celui des « professions délirantes », celle de psychanalyste impliquant que le soignant n'est pas moins fou que son patient - dois-je ici rappeler ce chef d'œuvre que constitue le roman Joachim Maria Machado de Assis, *L'Aliéniste* - « professions délirantes » dont Valéry disait encore, et Lacan ne le citait alors pas par hasard, qu'y règne cette étrange loi impliquant de « faire ce que nul n'a jamais fait, et que nul jamais ne fera ».

Etre ou demeurer psychanalyste dans ce registre qui n'existait que fort peu au temps de Freud et qui est devenu ces dernières décennies pour certains analystes un lieu de reconnaissance qui le dispute à celui constitué par leurs pairs, je veux là parler du registre de ce que l'on nomme les *médias*. Cela constitue bien une autre modalité de rencontre avec la politique contemporaine, qu'il s'agisse de ses formes les plus criantes, la guerre, la cruauté, le *so called* terrorisme et ses formes les plus extrêmes, ou qu'il s'agisse de ses manifestations plus quotidiennes, nouvelles approches de la sexualité, nouvelles conceptions de la parentalité et de la structure familiale. En toutes ces circonstances le psychanalyste est pour ainsi dire *convoqué* par les médias dans le but d'éclairer l'opinion avec son savoir supposé : le piège est alors celui du fonctionnement comme expert, l'identification à quelque *grand Autre* à même de lire l'actualité, mieux encore, de l'interpréter psychanalytiquement au risque de recouvrir la psychanalyse de la tunique de *Nessus*. Pour autant le repli sur le milieu et le refus de l'*Agora* contemporaine, le dédain professé par certains au regard de cette **actualité** en ses divers aspects ne sont pas sans évoquer la fausse solution que constitua naguère la neutralité analytique.

Demeure enfin une autre façon d'être psychanalyste - on aura noté bien sûr qu'aucune de ces façons n'est exclusive et que la plupart des analystes sont confrontés à plusieurs d'entre elles sinon à toutes – celle qui tient dans la recherche en matière de psychanalyse, dans le développement de la théorie s'agissant, ici plus particulièrement de la dimension politique. C'est sur ce dernier point qu'il me semble souhaitable de s'attarder, ne fut-ce que quelques instants, puisque aussi bien, il en va là de l'ébauche d'une réflexion, de l'ouverture de quelque piste en réponse à la sorte d'attente exprimée dans cette seconde et dernière partie du libellé du thème de nos rencontres, ***l'analyse de l'actualité***.

Freud, dans ses écrits consacrés, explicitement ou non, à cette dimension politique, n'a pas fait autre chose que de partir de l'actualité de son temps pour faire apparaître, sans récuser en quoi que ce soit les déterminations autres, économiques, sociologiques ou historiques, comment l'inconscient constituait l'un des ressorts de ce champ de la politique. Qu'il se saisisse pour cela de son actualité, il n'est qu'à pour s'en convaincre de se reporter aux dates de ces écrits ! 1915, *Considérations actuelles sur la guerre et la mort*, 1933, *Pourquoi la guerre ?* mais aussi 1921, *Psychologie des masses*, cet essai dans lequel les analystes, comme pour

se dédouaner ou se déculpabiliser, ont voulu voir une anticipation du fonctionnement des Etats totalitaires nazis et fascistes, lors même que dans une note où il est question de la délitescence du lien social religieux, Freud signale, en 1921 donc, que le lien *socialiste* est en train de le remplacer !

Reconnaissons-le, nous sommes loin d'avoir fait aussi bien, loin d'avoir vu venir *par avance* ce qui allait advenir de notre siècle et faire notre actualité ! Autant dire qu'il y a quelque urgence à ouvrir la coquille que constitue cette expression de « dimension politique » constitutive de notre actualité, autant dire qu'il importe aujourd'hui de ne pas se contenter de ces formulations, dimension politique, champ politique ou même « chose politique », autant de dénominations dont il ne devrait pas échapper qu'elles sont empruntées d'un souci de ne rien hypothéquer, souci de ne rien figer de ce qui pourrait en constituer la teneur, de demeurer à la lisière de choses sans avoir à les nommer.

J'avancerai pour ma part que notre **actualité politique**, celle que nous vivons quotidiennement, est dominée, déterminée par une date et par les modifications radicales que cette date a entraînées à sa suite : 1989 ! Ultime sursaut, la parenthèse Gorbatchev, avant l'agonie

finale d'une aventure qui aura traversé le siècle dernier, la fin d'une aventure qui fut porteuse au départ des espoirs les plus insensés, les plus fous : et notez-le, c'est bien en cela avant toute autre chose, avant toute forme d'engagement, de sympathie ou d'antipathie, de nostalgie ou de soulagement, que cette date nous concerne, parce qu'elle marque la fin d'une entreprise folle, d'une sorte de délire que nous sommes bien loin d'avoir un tant soit peu analysé, délire prométhéen qui consista à vouloir donner le jour à un *homme nouveau*, en oubliant - refoulement, acte manqué - rien moins que l'histoire, en faisant *table rase* du passé, car ce sont bien là les paroles d'un hymne que ceux de ma génération ont chanté à pleins poumons plus d'une fois. Qu'on le veuille ou non, à de rares exceptions près et très récentes au regard des années qui passent - je pense ici aux travaux de Régine Robin sur l'histoire de Berlin et sur cette mémoire qu'elle appelle *saturée* - nous n'avons pas su, pas pu ou pas voulu réfléchir, à ce que cette folie, comme toute folie, disait ; nous n'avons pas non plus su, pu ou voulu analyser cette actualité dont l'une des caractéristiques, et non des moindres, matérialisation de la défaite de ceux qui, de près ou de loin, portèrent ces espoirs fous, tient en la « délégitimation » du terme **démocratie** et de son contenu : est-ce rien que de constater que ce terme de démocratie

auquel les fous de 1917 et ceux qui leur succédèrent éprouvèrent le besoin d'adjoindre les qualificatifs de **socialiste** ou de **populaire**, comme si la démocratie tout court n'eut pas suffi, comme si il eut fallu se convaincre que le résultat était atteint avant même que le travail eut commencé, est-ce donc rien que cette démocratie là, démocratie rêvée, ait été noyée, rayée et remplacée par le terme de totalitarisme, la seule démocratie acceptée, acceptable devenant dans le même temps, celui de notre actualité, ce libéralisme qui se donne à entendre comme étant **l'unique** modalité sous laquelle la dimension politique puisse désormais exister.

On ne comprendrait rien à cette imposition d'une modalité unique de l'existence de la politique si on ne l'entendait pas comme constituant un *moment* du processus politique lui-même en tant que l'essence de ce processus politique tient en un mouvement de partition, de division et de conflit dont la dynamique produit l'engendrement d'un mouvement contraire, mouvement d'annulation de cette division au profit d'une unicité, d'une totalité. Le *DEUX*, la dualité, la confrontation et l'affrontement sont donc porteurs en permanence d'un retour à l'*UN* toujours annoncé comme définitif lors même que sa modalité d'existence, l'histoire aussi bien que l'actualité en attestent, n'est que de l'ordre du temporaire.

A bien les lire, le grand Machiavel, mais Freud aussi bien, relisez de près le texte de *Pourquoi la guerre ?* ne disent rien d'autre. C'est à prendre en compte et à faire fonctionner cette conception que nous pouvons nous donner les moyens de parer au piège très contemporain, celui du dilemme dans lequel une certaine représentation, un certain imaginaire de l'*actualité* veulent nous enfermer. Un exemple de ce dilemme parmi tant d'autres, un exemple concret, actuel : celui donné par un récent numéro du journal *Le Monde* qui affichait, l'exprimant sans aucun doute involontairement, les deux termes de cette alternative anesthésiante. Sur une page du journal, il était question de la dramatique mais hélas prévisible, dérive du régime du *Lider maximo* qui au nom de cette démocratie populaire en vient à déterminer le sort de ceux de son peuple qui ne sont pas d'accord, l'exil, la prison ou plus récemment la mort ; sur l'autre page était décrite, face trop souvent cachée de la dite démocratie libérale, la misère des milliers d'enfants des quartiers déshérités de Manille qui passent leur existence à fouiller les montagnes d'immondices puantes et porteuses de toutes les atteintes microbiennes possibles dans l'espoir d'y trouver quelque subsistance. Serions-nous condamnés à errer dans ce dilemme qui nous donnerait à choisir entre ce libéralisme qui se pare de la bannière des forces dites « du bien » et

la folie meurtrière de ceux qui, pris dans leur absolue soumission à quelque être suprême se détruisent en même temps qu'ils détruisent leur ennemi, signifiant par là leur renoncement à tout espoir de victoire autre que celle du néant.

Si l'idée d'**analyser l'actualité** peut avoir quelque sens cela passe donc d'abord par le refus argumenté, moins des termes du dilemme que du dilemme lui-même, puisque bien loin de mettre en regard des éléments contradictoires, il constitue un faux antagonisme, les deux termes du dilemme étant en miroir, produits, l'un comme l'autre, quelles que soient les modalités concrètes, de l'architecture mise en évidence par Freud : dictature du UN et amour de ce même UN, fut-il, comme il l'a souligné, une entité ou une idée ; ainsi du marché dont l'oppression et la férocité manipulatrice rivalisent avec celle des dictateurs du siècle écoulé et du nôtre commençant. S'il est vrai qu'il n'y a dilemme que pour autant qu'il procède d'une tierce position, il revient à la réflexion psychanalytique de faire apparaître ce tiers lieu, lieu d'un **grand Autre** invisible et tout puissant, Dieu pour ne pas le nommer et ce quelle que soit la religion érigée pour le servir, fut-elle celle de Wall Street.

Les psychanalystes devraient le savoir aujourd'hui plus que jamais, la psychanalyse n'a rien à attendre de ce

libéralisme qui s'affiche comme le preux chevalier des forces du bien. Il a compris depuis longtemps, ce totalitarisme là, que point n'est besoin d'une geste spectaculaire, brûler les œuvres de Freud par exemple, pour annihiler, telle l'araignée avec sa proie, la psychanalyse : il suffit de l'asphyxier, de la recouvrir par l'univers lénifiant des psychothérapies, arsenal des multiples leurres de l'évitement de toute forme de castration, culte de l'idée d'une éradication des atteintes - angoisse, dépression, symptômes - mirage d'une mythique intégrité de la personne par l'identification d'une non moins mythique cause première du mal être, fantasme toujours vif d'une subjectivité pleine, enfin affranchie du signifiant du manque et partant des épreuves que pouvaient constituer cette vieillotte différence des sexes considérée aujourd'hui comme périmée. Le libéralisme n'a pas besoin de qualifier de **nouveau** cet homme là, il existe, aux concrétisations conjoncturelle près, depuis l'aube de l'humanité et c'est bien à le mettre en cause, littéralement *hors de lui*, hors de sa demeure séculaire, que la découverte freudienne a trouvé sa portée révolutionnaire.

Mais sur l'autre bord, la psychanalyse n'a guère plus à attendre pour sa survie de l'obscurantisme et pas plus du retour de l'emprise d'une forme d'idéal du moi

dans l'élaboration d'autres conceptions de l'organisation de la civilisation.

Si la psychanalyse n'a pas pour objet l'éradication de l'idéal du moi et partant la dissipation du *malaise* inhérent à la condition humaine, elle peut faire valoir, de par son discours qui n'est ni celui du *Maître* ni celui du *Savoir*, une autre conception du lien social et de la subjectivité moins pour détruire ou supprimer le retour du discours de l'unicité que pour y faire limite.

Sans doute pour cela, et je me limiterai pour conclure cette intervention à ces deux brefs exemples, la psychanalyse peut-elle mettre en cause d'abord ce qu'il en est de la jouissance qui est au fondement de ces formes de soumission à de l'UN et que l'on a sans doute un peu vite tendance à résoudre comme étant des effets, du transfert. Ce qui est sans doute là en question, prégnance toujours à l'œuvre de l'unicité, c'est ce primat posé par Freud, précisément dans ce texte sur la psychologie collective, de l'amour et plus encore d'un amour unique que l'on retrouve comme ressort de ces configurations qui ont scandé le parcours des forces dites de progrès : le sacrifice et la martyrologie régulièrement honorés dans quelque mausolée. Que l'on pense un instant à cette litanie des héros morts pour la cause dont les noms sonnent comme ceux des Saints du paradis :

Spartacus, Saint Just, Rosa Luxembourg, Trotsky, le Che etc.. Que cette forme d'amour, amour d'UN bien vite transformé en ce que Lacan nommait un « Dieu obscur » - sans doute pour l'opposer à ce Dieu laïque dont la présence est inhérente à toute forme d'interrogation philosophique, voire scientifique et tient en son absence - que cette forme d'amour sacrificiel constitue le ciment de toutes les formes d'organisation sociales bien vite marquées par le sectarisme - et le mouvement psychanalytique en connaît quelque chose - cela ne signifie pas, contrairement sans doute à ce que posait Freud, que l'amour de transfert, dans et hors de l'analyse, soit amour du Père : Lacan l'a mis en avant, et rien ne nous empêche d'en poursuivre l'étude, l'amour de transfert est bien plus amour du savoir et comme tel, acceptation de l'incomplétude, de la division subjective et de l'inachèvement. Peut être est-ce là ce qu'il faut entendre et faire entendre dans cette tardive qualification par Freud du métier d'analyste comme étant de l'ordre d'un impossible : est-ce par hasard qu'en ce point il rapproche ce métier de deux autres, celui d'éduquer et celui de ...gouverner. N'y- a- t- il pas là des éléments à même de nous guider vers une analyse nouvelle de la dimension politique, à tout le moins de tenir à distance toute forme de *lendemains radieux*, fin lumineuse jamais

atteinte qui a toujours été mise en avant pour justifier de cette uniformisation qui fait le régal des militaires - le terme est proche de celui de militant - de toute espèce et de tout pays.

Il est un autre point, le dernier, qu'il me paraît impensable de ne pas évoquer, et depuis la psychanalyse, puisque *l'actualité*, l'actualité politique dans toutes ses formes ne cesse de nous le faire entendre, c'est celui de la spécificité du féminin, des femmes dans ce champ de la politique. Qui n'a pas observé, sans véritablement en rendre compte théoriquement – et je m'en excuse auprès des théoriciennes du féminisme – la particularité de l'inscription des femmes dans ce champ, qu'elle se manifeste par l'obstination sans fin d'une présence d'autant plus efficace que muette et désarmée, je pense aux dites « *folles de la place de mai* » à Buenos Aires - encore la *folie* appliquée aux femmes dont Lacan précisait qu'elles ne sont « pas folles du tout » - ou qu'elle apparaisse sous celle d'une multiplication de leur présence dans ces actes sacrificiels que sont les *kamikazes* au Moyen Orient ou en Tchétchénie. Freud, on le sait, ne fut jamais à l'aise sur cette question du continent féminin qu'il en vint à qualifier de *noir*, manière sans doute d'avouer qu'il n'y "voyait goutte". Mais il aura cependant noté ce que la version féminine de l'amour

impliquait d'asocialité, ce que l'on peut observer aujourd'hui sous la forme d'une distance, distance dont l'histoire et les mœurs de telle ou telle époque n'épuisent pas les raisons, à l'égard des modalités d'agglutinement suscitées par quelque idéal du moi que ce soit. Là encore, sauf à se satisfaire des réponses exprimées sur le mode de la lamentation, faiblesse de la représentation féminine dans le champ politique ou à palier à ce manque par une arithmétique politique qui frôle la mascarade, celle de la parité, s'offre à la réflexion psychanalytique un horizon de travail auquel, ces Etats généraux pourraient, devraient donner une impulsion nouvelle.

Michel Plon

Paris, octobre 2003